



B2B TRUST

UNE FILIALE DE LA BANQUE LAURENTIENNE

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

LE 27 MAI 2004

B2B TRUST ANNONCE UN REVENU NET DE 3,0 MILLIONS \$ POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2004

SOMMAIRE DES RÉSULTATS

B2B Trust affichait des résultats stables pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2004, soit un revenu net de 3,0 millions \$ et un revenu par action ordinaire de 0,12 \$.

Pour ce trimestre terminé le 30 avril 2004, B2B Trust annonçait ainsi :

- Un revenu net de 3,0 millions \$, ou 0,12 \$ par action ordinaire, comparativement à 3,6 millions \$, ou 0,14 \$ par action ordinaire, à la même date en 2003. Pour le premier semestre 2004, le revenu net s'établissait à 7,3 millions \$, ou 0,30 \$ par action ordinaire, comparativement à 7,8 millions \$, ou 0,31 \$ par action ordinaire, pour la même période en 2003.
- Le rendement de l'avoir des actionnaires s'élevait à 6,5 % pour le deuxième trimestre 2004, et à 7,9 % pour le premier semestre terminé le 30 avril 2004, comparativement à 7,9 % et 8,5 % respectivement pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2003.
- La valeur comptable du titre de B2B Trust s'établissait à 7,88 \$ par action ordinaire, soit une augmentation par rapport à 7,54 \$ au 30 avril 2003.

MESSAGE DU PRÉSIDENT

M. Bernard Piché, président et chef de la direction de B2B Trust, a émis les commentaires suivants : « Compte tenu de la décision de la Banque Laurentienne du Canada de son intention de privatiser B2B Trust, il m'apparaît important de souligner que notre stratégie d'affaires, de même que notre engagement envers nos partenaires financiers non bancaires et nos clients, demeurent inchangés. Une majorité d'actionnaires a approuvé la transaction à la réunion qui a eu lieu le 21 mai 2004.

Il est à noter que B2B Trust a repris le chemin de la croissance dans son marché principal des prêts à l'investissement, ce qui augure bien quant à nos résultats pour les prochains trimestres. À cet égard d'ailleurs, B2B Trust a lancé un nouveau produit, le Prêt Accélérateur 100 %, qui offre

aux investisseurs et à leurs conseillers financiers un processus dynamique pour simplifier les démarches de demande de crédit, de souscription et d'acheminement, et qui leur permet, en temps normal, de disposer de leurs fonds en moins de 24 heures. En anticipant ainsi les besoins des clients de même que les développements dans le marché, B2B Trust confirme sa position de chef de file dans le domaine des prêts à l'investissement. »

FAITS SAILLANTS TRIMESTRIELS

L'évolution de la rentabilité de B2B Trust au cours du deuxième trimestre 2004 est largement attribuable aux facteurs suivants :

- Le revenu total s'établissait à 14,7 millions \$ au terme du deuxième trimestre 2004, comparativement à 15,4 millions \$ pour la même période en 2003, soit une baisse de 737 milliers \$. Cette baisse est principalement attribuable à une baisse du revenu net d'intérêt, contrebalancée en partie par une hausse des autres revenus.
- La provision pour pertes sur prêts s'établissait à 630 milliers \$ pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 446 milliers \$ pour la même période en 2003. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des activités de B2B Trust dans le domaine des marges de crédit.
- Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 9,6 millions \$, soit une hausse de 249 milliers \$ comparativement à 9,3 millions \$ en 2003. L'augmentation des dépenses est principalement attribuable à une augmentation des salaires et des avantages sociaux, d'un exercice financier à l'autre. Le ratio d'efficacité (soit les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total) s'établissait à 65,2 % au deuxième trimestre 2004, comparativement à 60,4 % pour la même période en 2003.
- Les impôts sur le revenu s'élevaient à 1,5 million \$ pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 2,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2003.

REVUE FINANCIÈRE

Le revenu total s'établissait à 14,7 millions \$ au deuxième trimestre 2004, comparativement à 15,0 millions \$ au premier trimestre 2004, et à 15,4 millions \$ au deuxième trimestre 2003. Plus de 70 % de ce revenu total émane des activités de prêts, alors que la partie restante est principalement liée aux revenus de REER autogérés.

Le revenu net d'intérêt s'établissait à 10,4 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004, soit une baisse de 335 milliers \$ par rapport au premier trimestre 2004 et de 1,1 million \$ par rapport au deuxième trimestre 2003. Bien que la tarification et le volume des produits de prêts de B2B Trust soient demeurés relativement constants au cours de la dernière année, la marge nette d'intérêt s'est resserrée de 15 points de base pour s'établir à 1,64 %. Ce resserrement de la marge nette d'intérêt découle des changements dans la composition de l'actif, alors que des liquidités secondaires à rendement plus élevé arrivaient à échéance et étaient remplacées par des liquidités à rendement moins élevé. De plus, la concurrence soutenue en matière de dépôts auprès des courtiers a restreint la capacité de B2B Trust à réduire le coût de financement en réponse aux changements dans la composition de l'actif.

Pour les six mois de l'exercice, le revenu net d'intérêt s'établissait à 21,2 millions \$, soit une baisse de 11 % par rapport à la même période il y a un an.

Les autres revenus s'élevaient à 4,3 millions \$ au deuxième trimestre 2004, soit une augmentation de 19 milliers \$ par rapport au premier trimestre 2004 et de 349 milliers \$ par rapport au deuxième trimestre 2003. Cette augmentation des autres revenus est attribuable aux gains réalisés sur disposition de valeurs mobilières à revenu fixe détenues à des fins de liquidités. Pour le deuxième trimestre 2004, les autres revenus comprenaient également 3,2 millions \$ en revenus de régimes autogérés, un résultat relativement inchangé par rapport au premier trimestre 2004 et au deuxième trimestre 2003.

Pour les six mois de l'exercice, les autres revenus s'élevaient à 8,5 millions \$, soit une augmentation de 9 % par rapport à l'année précédente.

La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 630 milliers \$ au deuxième trimestre 2004. Ce résultat est équivalent à celui du premier trimestre 2004 et représente une augmentation de 184 milliers \$ par rapport au deuxième trimestre 2003. Cette augmentation d'un exercice financier à l'autre reflète principalement l'impact de la croissance des facilités de crédit personnel amorcée en 2003. Les prêts douteux bruts s'élevaient à 3,1 millions \$ au terme du deuxième trimestre 2004, soit une augmentation de 195 milliers \$ par rapport à la même période en 2003. Les provisions spécifiques et générales sont demeurées relativement inchangées, et s'élevaient à 2,6 millions \$ comme à la même période lors de l'exercice financier précédent et au premier trimestre 2004. Les prêts douteux nets s'établissaient à 497 milliers \$ au 30 avril 2004, comparativement à 320 milliers \$ au 30 avril 2003.

Les frais autres que d'intérêt s'élevaient à 9,6 millions \$ au deuxième trimestre 2004, soit une augmentation de 194 milliers \$ par rapport au trimestre précédent et une augmentation de 249 milliers \$ par rapport au deuxième trimestre 2003. Les salaires et les avantages sociaux ont augmenté, s'établissant à 3,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 3,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2003. Les frais relatifs aux locaux et les dépenses en matière de technologie s'élevaient à 2,7 millions \$, alors que les autres frais s'établissaient à 3,2 millions \$; ces deux items sont demeurés relativement stables comparativement au deuxième trimestre 2003.

Pour les six mois de l'exercice, les frais autres que d'intérêt s'établissaient à 18,9 millions \$, soit une augmentation de 2 % par rapport à la même période lors de l'exercice financier précédent.

Le ratio d'efficacité, considéré comme une mesure de productivité, s'établissait à 65,2 % au deuxième trimestre 2004, comparativement à 60,4 % au deuxième trimestre 2003. Ce changement est attribuable à la baisse de 5 % du revenu total, combinée à la hausse de 3 % des frais autres que d'intérêt.

Les impôts sur le revenu s'élevaient à 1,5 million \$ pour le deuxième trimestre 2004, comparativement à 2,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2003. Cette baisse, d'un exercice financier à l'autre, est attribuable à la réduction des bénéfiques avant impôts, ainsi qu'à une réduction du taux d'imposition marginal, qui est passé de 37 % pour le deuxième trimestre 2003 à 34 % en 2004.

L'actif au bilan s'établissait à 2,5 milliards \$ au 30 avril 2004, en baisse de 107,6 millions \$ par rapport à 2,6 milliards \$ d'actif au 31 octobre 2003. Pour les six mois de l'exercice, le total des prêts à l'investissement et des prêts personnels a augmenté de 57,7 millions \$ pour s'établir à 1,3 milliard \$ dont 70,4 millions \$ provenant du deuxième trimestre 2004. Les prêts hypothécaires résidentiels ont diminué d'un montant net de 16,1 millions \$ et s'établissaient à 767,6 millions \$, en raison du remboursement normal de prêts hypothécaires, contrebalancé en partie par des acquisitions de blocs de prêts hypothécaires. Les prêts hypothécaires résidentiels assurés par la SCHL sont achetés principalement afin d'obtenir un rendement supérieur à celui des liquidités primaires. Les espèces et valeurs mobilières ont diminué de 184,4 millions \$ par rapport au 31 octobre 2003, et s'établissaient à 398,6 millions \$ au 30 avril 2004. Le ratio de liquidités a également diminué, passant de 22,2 % au terme de l'exercice financier précédent, soit le 31 octobre 2003, à 15,8 % au 30 avril 2004. Les liquidités ont baissé alors que les prêts à l'investissement ont augmenté et que les portefeuilles de dépôts ont diminué.

Le passif au bilan est composé principalement d'une gamme diversifiée de produits de dépôt et d'échéances, que B2B Trust utilise pour le financement de portefeuilles de prêts. Au 30 avril 2004, le total des dépôts à vue, à préavis et à terme s'élevait à 2,0 milliards \$, soit une diminution de 157,9 millions \$ par rapport au 31 octobre 2003. Cette baisse est attribuable à une compétition accrue dans le marché des dépôts de courtier.

L'actif administré des régimes autogérés s'établissait à 5,0 milliards \$ au 30 avril 2004, comparativement à 4,8 milliards \$ au 31 octobre 2003. Ce résultat est principalement attribuable à l'amélioration de la valeur marchande des actifs. L'actif administré génère des revenus en fonction des services administratifs rendus et l'encaisse constitue une importante source de financement.

Le capital total de B2B Trust s'élevait à 248,1 millions \$ au 30 avril 2004, et se composait d'une débenture subordonnée de 60,0 millions \$ ainsi que d'un avoir des actionnaires ordinaires de 188,1 millions \$, comparativement à un capital total de 244,2 millions \$ au 31 octobre 2003. Le nombre d'actions ordinaires de B2B Trust en circulation s'élevait à 23,9 millions, et la valeur comptable du titre s'élevait à 7,88 \$ par action ordinaire au 30 avril 2004. Les ratios de capital BRI de première catégorie et de capital total sont demeurés pratiquement inchangés comparativement au premier trimestre 2004, et s'établissaient respectivement à 13,5 % et 17,7 % au 30 avril 2004.

ALLIANCES DE DISTRIBUTION

Le tableau 8 du présent communiqué présente une liste des alliances de distribution conclues par B2B Trust.

B2B Trust (TSX: BBT) est une institution financière réglementée, sous charte fédérale, qui fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à l'intention des intermédiaires financiers indépendants, des institutions financières non bancaires et des détaillants à travers le Canada. Son siège social est établi à Toronto.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent communiqué et les renseignements connexes peuvent contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés portant sur les affaires et le rendement financier escompté de B2B Trust. Ces énoncés sont assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes. Les résultats réels peuvent varier des résultats envisagés dans les énoncés prospectifs. De telles variations peuvent être attribuables à divers facteurs, dont l'activité des marchés financiers mondiaux, les changements des politiques monétaires et économiques des gouvernements, les changements des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation ainsi que les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence et les changements technologiques. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des énoncés prévisionnels pour prendre des décisions doivent soigneusement tenir compte des facteurs identifiés ci-dessus ainsi que d'autres incertitudes, et ne doivent pas accorder une confiance induite à de tels énoncés prévisionnels. B2B Trust ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom.

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE

Les résultats de B2B Trust seront discutés sommairement lors de la conférence téléphonique des analystes financiers sur les résultats du deuxième trimestre de la Banque Laurentienne, le 28 mai 2004, à compter de 9 h 30 heure de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-800-387-6216 — donne accès à cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de la conférence téléphonique de la Banque Laurentienne est disponible en tout temps de 13 h 00, le 28 mai 2004, à minuit, le 4 juin 2004, au numéro 1-800-408-3053, code 3047452#.

Le site Web de B2B Trust — www.b2b-trust.com — offre également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Sources : Bernard Piché
 Président et chef de la direction (416) 865-5900

 Nathalie Roberge
 Relations médias (416) 865-5952

1. Points saillants financiers

(non vérifiés)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Pour les six mois terminés les				
	T2-04	T2-03	30 avril 2004	30 avril en pourcentage 2003	Variation 2004/2003
Résultats					
Revenu net	2 974 \$	3 573 \$	7 281 \$	7 755 \$	(6,1) %
Rendement de l'avoir des actionnaires ordinaires	6,5 %	7,9 %	7,9 %	8,5 %	
Par action ordinaire					
Revenu net					
de base et dilué	0,12 \$	0,14 \$	0,30 \$	0,31 \$	(1,8) %
Dividendes versés	0,07 \$	0,07 \$	0,14 \$	0,14 \$	- %
Valeur comptable			7,88 \$	7,54 \$	4,5 %
Cours de l'action - clôture			9,43 \$	7,00 \$	34,7 %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)			23 880	24 844	(3,9) %
Situation financière					
Actif au bilan			2 518 782 \$	2 674 643 \$	(5,8) %
Prêts			2 035 592 \$	2 112 438 \$	(3,6) %
Dépôts			2 049 204 \$	2 260 408 \$	(9,3) %
Dette subordonnée			60 000 \$	60 000 \$	-
Avoir des actionnaires			188 148 \$	187 331 \$	0,4 %
Ratios de capital BRI					
Première catégorie			13,5 %	13,7 %	
Capital total			17,7 %	18,0 %	
Rentabilité					
En pourcentage de l'actif moyen					
Revenu net d'intérêt	1,64 %	1,79 %	1,63 %	1,82 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,10 %	0,07 %	0,10 %	0,06 %	
Revenu net	0,47 %	0,55 %	0,56 %	0,59 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	65,2 %	60,4 %	63,8 %	58,7 %	

2. Bilan

(non vérifié)

(en milliers de dollars)

	30 avril 2004	31 janvier 2004	31 octobre 2003	30 avril 2003
ACTIF				
Espèces et quasi-espèces	236 625 \$	379 568 \$	292 940 \$	220 111 \$
Valeurs mobilières	161 989	215 513	290 044	293 900
Prêts				
Investissements	1 156 308	1 097 440	1 113 501	1 162 335
Hypothécaires résidentiels	767 634	807 417	783 782	873 601
Autres personnels	111 650	100 096	96 710	76 502
	2 035 592	2 004 953	1 993 993	2 112 438
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(2 630)	(2 595)	(2 619)	(2 612)
	2 032 962	2 002 358	1 991 374	2 109 826
Immobilisations	2 496	2 775	2 717	3 147
Autres éléments d'actif	84 710	77 177	49 336	47 659
	2 518 782 \$	2 677 391 \$	2 626 411 \$	2 674 643 \$
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES				
Passif				
Dépôts	2 049 204 \$	2 207 594 \$	2 207 083 \$	2 260 408 \$
Autres éléments de passif	221 430	222 964	175 141	166 904
	2 270 634	2 430 558	2 382 224	2 427 312
Dette subordonnée	60 000	60 000	60 000	60 000
Avoir des actionnaires				
Actions ordinaires	126 529	126 529	126 529	131 640
Surplus d'apport	20 778	20 766	20 755	21 568
Bénéfices non répartis	40 841	39 538	36 903	34 123
	188 148	186 833	184 187	187 331
	2 518 782 \$	2 677 391 \$	2 626 411 \$	2 674 643 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires.

3. État des résultats

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Pour les trois mois terminés les			Pour les six mois terminés les	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Revenu d'intérêt					
Prêts	25 141 \$	26 988 \$	29 593 \$	52 129 \$	60 217 \$
Dépôts à d'autres institutions financières	2 136	2 690	2 118	4 826	4 028
Valeurs mobilières	1 334	1 769	1 828	3 103	3 657
	28 611	31 447	33 539	60 058	67 902
Frais d'intérêt					
Dépôts	17 220	19 696	21 069	36 916	42 112
Dette subordonnée	971	996	964	1 967	1 960
	18 191	20 692	22 033	38 883	44 072
Revenu net d'intérêt	10 420	10 755	11 506	21 175	23 830
Autres revenus					
Revenus de régimes autogérés	3 240	3 012	3 207	6 252	6 258
Dépôts	59	59	65	118	137
Autres	952	1 161	630	2 113	1 406
	4 251	4 232	3 902	8 483	7 801
	14 671	14 987	15 408	29 658	31 631
Provision pour pertes sur prêts	630	630	446	1 260	759
	14 041	14 357	14 962	28 398	30 872
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages sociaux	3 609	3 336	3 334	6 945	6 763
Frais de locaux et technologie	2 735	2 916	2 811	5 651	5 296
Autres	3 217	3 115	3 167	6 332	6 513
	9 561	9 367	9 312	18 928	18 572
Revenu avant impôts sur le revenu	4 480	4 990	5 650	9 470	12 300
Impôts sur le revenu	1 506	683	2 077	2 189	4 545
Revenu net	2 974 \$	4 307 \$	3 573 \$	7 281 \$	7 755 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	23 880	23 880	24 844	23 880	24 844
Nombre moyen d'actions ordinaires après dilution (en milliers)	23 888	23 883	24 844	23 882	24 844
Revenu net par action ordinaire					
de base	0,12 \$	0,18 \$	0,14 \$	0,30 \$	0,31 \$
dilué	0,12 \$	0,18 \$	0,14 \$	0,30 \$	0,31 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires.

4. État des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

(non vérifié)

(en milliers de dollars)

Pour les six mois terminés les

	30 avril 2004		30 avril 2003	
Actions ordinaires				
Solde au début de la période	126 529	\$	131 640	\$
Solde à la fin de la période	126 529	\$	131 640	\$
Surplus d'apport				
Solde au début de la période	20 755	\$	21 549	\$
Rémunération à base d'actions	23		19	
Solde à la fin de la période	20 778	\$	21 568	\$
Bénéfices non répartis				
Solde au début de la période	36 903	\$	29 846	\$
Revenu net	7 281		7 755	
Dividendes	(3 343)		(3 478)	
Solde à la fin de la période	40 841	\$	34 123	\$
Total de l'avoir des actionnaires	188 148	\$	187 331	\$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires.

5. État des flux de trésorerie

(non vérifié)

(en milliers de dollars)

	Pour les trois mois terminés les			Pour les six mois terminés les	
	30 avril 2004	31 janvier 2004	30 avril 2003	30 avril 2004	30 avril 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Revenu net	2 974 \$	4 307 \$	3 573 \$	7 281 \$	7 755 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :					
Provision pour pertes sur prêts	630	630	446	1 260	759
Amortissements	412	486	526	898	771
Rémunération à base d'actions	12	11	11	23	19
Pertes nettes (Gains nets) sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(851)	(687)	33	(1 538)	(533)
Charge d'impôts futurs (récupération)	129	(693)	804	(564)	1 999
Variation des intérêts courus à recevoir	760	751	549	1 511	(181)
Variation des intérêts courus à payer	(8 907)	7 442	(7 042)	(1 465)	(158)
Diminution (augmentation) des gains non réalisés et des montants à recevoir sur les instruments financiers dérivés	(6 405)	(34 114)	2 471	(40 519)	3 817
Augmentation (diminution) des pertes non réalisées et des montants à payer sur les instruments financiers dérivés	(5 401)	31 809	261	26 408	(464)
Autres, net	10 626	14 557	(11 439)	25 183	(5 227)
	(6 021)	24 499	(9 807)	18 478	8 557
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation nette des dépôts	(158 390)	511	19 048	(157 879)	(6 747)
Dividendes versés	(1 672)	(1 672)	(1 739)	(3 344)	(3 478)
	(160 062)	(1 161)	17 309	(161 223)	(10 225)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisitions d'autres prêts personnels	-	-	-	-	(28 427)
Acquisition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(83 538)	(74 445)	(124 049)	(157 983)	(236 812)
Disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	137 913	149 668	57 340	287 581	162 541
Acquisitions nettes de prêts hypothécaires résidentiels	-	(76 499)	-	(76 499)	-
Variation nette des prêts	(31 234)	64 884	48 156	33 650	115 247
Acquisition nette d'immobilisations	(1)	(318)	(545)	(319)	(533)
	23 140	63 290	(19 098)	86 430	12 016
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(142 943)	86 628	(11 596)	(56 315)	10 348
Espèces et quasi-espèces au début de la période	379 568	292 940	231 707	292 940	209 763
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	236 625 \$	379 568 \$	220 111 \$	236 625 \$	220 111 \$
Présentation d'informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :					
Intérêts versés durant la période	27 284 \$	12 768 \$	28 753 \$	40 052 \$	44 570 \$
Impôts sur le revenu payés durant la période	329 \$	3 013 \$	1 503 \$	3 342 \$	1 622 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires.

6. Notes afférentes aux états financiers intermédiaires

30 avril 2004

(non vérifiées)

(en milliers de dollars)

1. Conventions comptables

Les états financiers intermédiaires non vérifiés de B2B Trust ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêts* (Canada) qui prévoit que, sauf spécification contraire du bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF), les états financiers intermédiaires sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) pour les états financiers intermédiaires. Par conséquent, ils ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers intermédiaires, y compris les traitements comptables prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers vérifiés de B2B Trust au 31 octobre 2003, à l'exception de ce qui est mentionné ci-dessous. Ces conventions comptables sont conformes, à tous les égards importants, aux PCGR. Ces états financiers intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers vérifiés. Les états financiers intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction en tenant compte de leur importance relative. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice courant.

2. Modification de convention comptable

Le 1^{er} novembre 2003, B2B Trust a adopté la note d'orientation en comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) n° 13 (NOC-13), intitulée « Relations de couverture » ainsi que l'abrégé des délibérations du comité sur les problèmes nouveaux n° 128 (CPN-128), intitulé « Comptabilisation des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction (négociation) ou de spéculation ou à des fins autres que de couverture ».

Les produits dérivés sont principalement utilisés pour gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt. B2B Trust détermine pour chaque produit dérivé si la comptabilité de couverture est appropriée. Si la comptabilité de couverture est appropriée, la relation de couverture est désignée comme couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie. La couverture est documentée dès sa mise en place, pour déterminer l'objectif précis de gestion du risque ainsi que la stratégie de couverture. La documentation précise l'actif ou le passif couvert, le risque géré par l'opération de couverture, le type de produit dérivé utilisé et la méthode d'évaluation de l'efficacité qui sera appliquée. Le produit dérivé doit avoir une grande efficacité pour compenser comme prévu la variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert, tant au moment de la mise en place de la couverture qu'au cours de sa durée de vie.

Les produits dérivés utilisés afin de gérer les risques à l'égard des taux d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, le revenu ou les frais d'intérêt liés à ces instruments dérivés sont comptabilisés et inclus dans le revenu d'intérêt ou les frais d'intérêt dans les états des résultats et présentés dans les autres actifs ou les autres passifs dans le bilan.

Les opérations de couverture de la juste valeur consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme. Les opérations de couverture des flux de trésorerie consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de variation des flux de trésorerie liés à un actif ou à un passif assorti d'un taux variable. Lorsqu'un produit dérivé s'avère efficace pour la couverture de la juste valeur ou des flux de trésorerie, la juste valeur du produit dérivé est constatée dans les autres éléments d'actif ou de passif à leur montant brut et le gain ou la perte lié à ce produit dérivé est reporté.

S'il s'avère que le produit dérivé ne répond plus aux conditions de couverture efficace ou s'il est vendu ou liquidé, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Le gain ou la perte reporté est inscrit au poste Revenu net d'intérêt au cours des périodes où l'élément couvert influe sur les résultats. La comptabilité de couverture cesse aussi d'être appliquée au moment de la vente de l'élément couvert ou de sa liquidation avant l'échéance prévue. À ce moment, le gain ou la perte reporté est inscrit à la rubrique Autres revenus.

Les produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation et qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture sont inscrits à leur juste valeur brute dans les autres éléments d'actif ou de passif, toute variation de cette juste valeur étant constatée à la rubrique Autres revenus. Il est toujours possible de désigner ces produits dérivés détenus à des fins autres que de négociation à titre de couverture dans de futures relations de couverture. Au moment de la désignation, toute juste valeur antérieurement inscrite au bilan sera amortie dans les autres revenus sur la durée résiduelle du produit dérivé.

Les cours du marché sont déterminés au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courants et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement et les facteurs de volatilité.

Au 1^{er} novembre 2003, l'application de ces nouvelles directives a eu pour effet d'augmenter les autres éléments d'actif et les gains reportés de 35 901 milliers \$, dont 27 966 milliers \$ relativement à des instruments financiers dérivés qui étaient toujours désignés comme couverture. De plus, les autres éléments de passif et les pertes reportées ont été augmentés de 1 508 milliers \$, dont 410 milliers \$ relativement à des instruments financiers dérivés qui étaient toujours désignés comme couverture. L'application des règles transitoires de ces nouvelles directives, les gains nets reportés relativement aux instruments financiers dérivés qui ne se qualifient plus comme comptabilité de couverture au 1^{er} novembre s'élevaient à 6 836 milliers \$ et seront reconnus aux résultats sur la même base que l'élément original de couverture. L'adoption de ces nouvelles directives n'a eu aucun impact significatif sur les résultats de la période courante.

6. Notes afférentes aux états financiers intermédiaires

30 avril 2004

(non vérifiées)

(en milliers de dollars)

3. Prêts douteux et provision cumulative pour pertes sur prêts

A) Prêts et prêts douteux

	30 avril 2004				
	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Montant net des prêts douteux
Investissements	1 156 308 \$	1 464 \$	614 \$	923 \$	(73) \$
Hypothécaires résidentiels (1)	767 634	-	-	-	-
Autres personnels	111 650	1 663	398	651	614
Provision générale non attribuée	-	-	-	44	(44)
	2 035 592 \$	3 127 \$	1 012 \$	1 618 \$	497 \$
					31 octobre 2003
	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Montant net des prêts douteux
Investissements	1 113 501 \$	1 523 \$	771 \$	709 \$	43 \$
Hypothécaires résidentiels (1)	783 782	-	-	-	-
Autres personnels	96 710	856	230	618	8
Provision générale non attribuée	-	-	-	291	(291)
	1 993 993 \$	2 379 \$	1 001 \$	1 618 \$	(240) \$
					30 avril 2003
	Montant brut des prêts	Montant brut des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Montant net des prêts douteux
Investissements	1 162 335 \$	2 078 \$	727 \$	843 \$	508 \$
Hypothécaires résidentiels (1)	873 601	-	-	-	-
Autres personnels	76 502	854	267	618	(31)
Provision générale non attribuée	-	-	-	157	(157)
	2 112 438 \$	2 932 \$	994 \$	1 618 \$	320 \$

(1) Les prêts hypothécaires résidentiels sont essentiellement des hypothèques assurées par la Société Canadienne d'Hypothèque et de Logement ("SCHL")

B) Provision cumulative pour pertes sur prêts

	Pour les six mois terminés les			
	30 avril 2004			30 avril 2003
	Provisions spécifiques	Provisions générales	Provisions totales	Provisions totales
Solde au début de la période	1 001 \$	1 618 \$	2 619 \$	2 140 \$
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état des résultats	1 260	-	1 260	759
Provision pour pertes sur prêts résultant d'une acquisition	-	-	-	250
Recouvrements	179	-	179	35
Radiations	(1 428)	-	(1 428)	(572)
Solde à la fin de la période	1 012 \$	1 618 \$	2 630 \$	2 612 \$

6. Notes afférentes aux états financiers intermédiaires

30 avril 2004

(non vérifiées)

(en milliers de dollars)

4. Capital-actions

Émises et en circulation

	30 avril 2004		31 octobre 2003	
	Nombre		Nombre	
Actions ordinaires	23 879 855	126 529 \$	23 879 855	126 529 \$

Rachat d'actions ordinaires

Aucun rachat d'actions n'a été effectué dans le cadre du programme de rachat d'actions durant le deuxième trimestre se terminant le 30 avril 2004.

Options d'achat d'actions

Nombre d'options	30 avril 2004		31 octobre 2003	
En circulation à la fin de l'exercice	801 500		849 000	
Pouvant être levées à la fin de l'exercice	237 143		252 975	

5. Fait postérieur à la date du bilan

Le 21 mai 2004, les actionnaires de B2B Trust ont approuvé la fusion entre une filiale en propriété exclusive de la Banque Laurentienne du Canada et B2B Trust lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires suivant l'annonce du 10 mars 2004 d'acquérir la totalité des actions ordinaires en circulation de B2B Trust dont elle n'était pas propriétaire à un prix comptant de 9,50\$ l'action suivant la proposition de privatisation. La prise d'effet de cette fusion est prévue pour le 8 juin 2004. Le successeur privé de la société de fiducie fusionnée continuera les opérations de B2B Trust sous le même nom.

Partie intégrante de la proposition de privatisation, les dates de levée de toutes les options d'achats d'actions en circulation seront devancées et toutes les options en jeu seront automatiquement levées à la date effective de la fusion. Chaque action ordinaire émise à l'intention du titulaire d'options y ayant droit sera assujettie aux modalités de la fusion. Toutes les options d'achats d'actions en circulation, qui ne sont pas en jeu, seront automatiquement annulées.

7. Statistiques d'exploitation

(non vérifiées)

(en milliers de dollars, sauf les données en nombre de comptes)

	30 avril 2004		31 janvier 2004		30 avril 2003	
PRODUITS	Nombre de comptes (en unités)		Nombre de comptes (en unités)		Nombre de comptes (en unités)	
Prêts à l'investissement						
• Fonds communs de placement	22 402	1 025 275 \$	22 568	1 018 140 \$	23 330	1 045 141 \$
• REÉR	20 185	131 033 \$	14 548	79 300 \$	18 644	117 194 \$
Autres prêts personnels	14 062	111 650 \$	12 105	100 096 \$	5 865	76 502 \$
Dépôts						
• À vue et à préavis	6 308	126 417 \$	6 220	123 653 \$	5 939	116 958 \$
• À terme	132 820	1 781 950 \$	143 557	1 948 378 \$	147 513	2 005 006 \$
• À terme - Dépôts de courtiers - Banque Laurentienne *	128 644	1 968 718 \$	135 624	2 076 230 \$	136 864	2 048 672 \$
Régimes autogérés						
• Dépôts à préavis (des régimes enregistrés et des régimes non-enregistrés)	s.o	140 837 \$	s.o	135 564 \$	s.o	138 444 \$
• Régimes enregistrés *	67 044	4 969 617 \$	67 530	4 959 464 \$	70 019	4 433 679 \$
• Régimes non-enregistrés *	654	54 807 \$	538	47 713 \$	317	22 902 \$

* Actifs sous gestion non inclus au bilan

8. Liste des ententes de distribution ; programmes bancaires, prêt à l'investissement et prêt pour régimes d'épargne retraite

B2B Trust offre, à plus de 10 000 intermédiaires financiers indépendants, différents produits et services financiers et a également mis en place les programmes suivants :

Programmes bancaires

Fonds mutuels Cartier inc.
IPC Financial Network inc.
Services Financiers Canadian Tire

Programmes prêt à l'investissement

AIC Limited
Groupe Berkshire
Fonds CI inc.
Fonds Clarington inc.
Fonds d'investissement Dynamique
Placements Franklin Templeton
Fonds mutuels NordOuest inc.
Compagnie d'assurance Standard Life

Programmes prêt fonds distincts

Fonds CI inc.
Compagnie d'assurance Canada-Vie
Compagnie d'assurance Standard Life
SSQ Groupe Financier
Transamerica Vie Canada

Programmes prêt pour régimes d'épargne retraite

AIC Limited
Algonquin Power Venture Fund Inc.
Armstrong & Quaille Associates Inc.
AXA Services Financiers inc.
Groupe Berkshire
BLC-Edmond de Rothschild Gestion d'actifs inc.
Compagnie d'assurance Canada-Vie
Capital Teraxis
Groupe Financier Partenaires Cartier
Fonds CI inc.
Fonds Clarington inc.
Placements Franklin Templeton
Goodman and Company Investment Council Ltd.
HUB Capital Inc.
Fonds Mutuels NordOuest inc.
iForum Financial Network Inc.
Services en placements Peak inc.
Groupe Financier Performa*
Return on Innovation Management Ltd
Compagnie d'assurance Standard Life
Queensbury Group
SSQ Groupe Financier
Transamerica Vie Canada
Valeurs mobilières Banque Laurentienne

* Société affiliée de la Compagnie d'assurance Standard Life

Renseignements aux actionnaires

Siège social

130, rue Adelaide Ouest
Toronto (Ontario)
M5H 3P5
Téléphone: (416) 947-5100
Télécopieur: (416) 865-5950
Adresse internet :
www.b2b-trust.com

Investisseurs et analystes

Les investisseurs et analystes peuvent communiquer avec le président et chef de la direction de B2B Trust au siège social en téléphonant au (416) 865-5900.

Changement d'adresse et autres renseignements

Les actionnaires sont priés de communiquer tout changement d'adresse à l'agent des transferts. Pour toute autre demande ou question, veuillez communiquer avec le Secrétariat en téléphonant au (416) 865-5952.

Agent des transferts

Pour les actions ordinaires
Société de Fiducie Computershare du Canada
Services aux investisseurs
1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
H3A 3S8

Médias

Les journalistes peuvent communiquer avec les Affaires publiques et communications en téléphonant au (416) 865-5952.

Inscription boursière

Les actions ordinaires sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole boursier BBT